



Marchés publics de fournitures courantes et services

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

OBJET :

**MARCHÉ DU MAGAZINE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE L'INDRE**

Marché n° 2025-003

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

1 – Dispositions générales.....	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Décomposition du contrat	4
1.3 Type de procédure	4
1.4 Type d'accord cadre.....	4
2– Durée du marché.....	4
3 – Définition des parties	4
3.1 Le pouvoir adjudicateur	4
3.2 Les interlocuteurs de la CCI d'Indre	5
3.3 L'opérateur économique	5
4 – Pièces constitutives du marché.....	5
5 – Sous-traitance.....	5
6- Développement durable	6
7 – Modalités d'exécution et de livraison	6
7.1 LOT 1 : Pré-presse et impression	6
7.1.1 Qualité.....	6
7.1.2 Commande.....	6
7.2 LOT 2 : Régie publicitaire	6
7.2.1 Qualité.....	6
7.2.2 Ordres de publicité	6
7.2.3 Conditions de livraison.....	7
8- Modifications – Prestations supplémentaires	7
9- Constatation de l'exécution des prestations	7
9.1 Vérifications	7
9.2 Décision après vérification.....	7
9.3 Frais de vérification.....	7
10- Prix	8
10.1 Présentation des prix	8
10.2 Variation des prix	8
10.3 Clause de sauvegarde	8
11 – Modalités de facturation et de règlement	8
11.1 Délai global de paiement	8
11.2 Présentation des demandes de paiement	9
11.1.2 Contenu de la facture	9
11.3 Coordonnées bancaires du titulaire – RIB	9

12- Pénalités et réfaction du prix.....	9
12.1 Réfaction du prix.....	9
12.2 Pénalités.....	9
13- Résiliation.....	10
13.1 Résiliation pour faute.....	10
13.2 Résiliation pour motif d'intérêt général	10
14- Nantissement.....	10
15- Retenue de garantie – Avance forfaitaire.....	11
16- Règlement des différends	11
17- Dérogations au CCAG—FCS approuvé par arrêté du 30 mars 2021	11

1 – Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la création, l'impression, la régie publicitaire, la mise sous film et la distribution par routage du nouveau magazine de la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE L'INDRE (ci-après dénommée la CCI DE L'INDRE).

Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :

- 22200000 : Journaux, revues spécialisées, périodiques et magazines.
- 22210000 : Journaux
- 22213000 : Magazines

1.2 Décomposition du contrat

Le marché est divisé en 2 lots distincts :

LOT 1 : PRÉ-PRESSE, IMPRESSION, ROUTAGE

- **Lot 1-1** : Mise en page (création maquette + exécution)
- **Lot 1-2** : Photogravure, impression et livraison
- **Lot 1-3** : Routage

LOT 2 : RÉGIE PUBLICITAIRE

1.3 Type de procédure

La procédure de passation de cette consultation est la procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1, R 2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique.

1.4 Type d'accord cadre

L'accord-cadre est sans minimum mais avec un maximum de 120.000,00 € H.T sur la durée totale du contrat conformément aux dispositions des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire conformément à l'article R.2162-9 du code de la commande publique. Par conséquent, l'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre, conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

2 – Durée du marché

Date de début du marché : Date de notification du marché.

Durée du marché : 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période de 12 mois chacune, avec possibilité de résiliation à tout moment par l'acheteur, avec l'application d'un préavis de 3 mois à compter de la réception du courrier de résiliation.

Par application de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, il est expressément stipulé que le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction du marché, la CCI de l'Indre notifiera au titulaire 3 mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dépassé ce délai et / ou en cas d'absence de non-reconduction, le marché est automatiquement reconduit pour une période supplémentaire, jusqu'au terme maximum du marché soit quatre (4) ans.

3 – Définition des parties

3.1 Le pouvoir adjudicateur

Chambre de Commerce et d'Industrie de L'Indre

24 Place Gambetta

36028 Châteauroux

Représenté par son président : Monsieur Jacky THOONSEN

3.2 Les interlocuteurs de la CCI d'Indre

Renseignements techniques :

Monsieur Bernard BOISNIER

Mail : bernard.boisnier@indre.cci.fr avec copie à laurent.brouard@indre.cci.fr

Renseignements administratifs :

Madame Laure Voisin

Mail : laure.voisin@centre.cci.fr

3.3 L'opérateur économique

L'opérateur économique chargé de l'exécution des prestations est désigné dans l'ensemble des documents par le terme « TITULAIRE »

Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

4 – Pièces constitutives du marché

Conformément au CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et annexes éventuelles ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et annexes éventuelles ;
- L'annexe financière, bordereau de prix (BP) ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Le présent cahier des clauses administratives générales (CCAG) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administrative générales des marchés publics Fournitures Courantes et Services.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus ainsi que des lois, décrets, règlements ou directives de droit national, communautaire ou international régulièrement publiés et susceptibles d'affecter le présent marché.

Toute clause contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché, figurant dans des documents établis par le titulaire, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire, en particulier, ne peuvent pas contredire les clauses contractuelles du marché.

Le marché est établi en un seul exemplaire original. Il est conservé dans les archives de Le pouvoir adjudicateur et fait seule foi en cas de contestation.

5 – Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation préalable et expresse de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance (DC4).

Afin d'obtenir cet agrément, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur (ou lui remet par lettre recommandée avec accusé de réception) une déclaration de sous-traitance (DC4).

Le formulaire DC4 peut être obtenu à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ce formulaire sera accompagné des pièces suivantes :

- Les agréments en cours de validité (de moins d'un an) nécessaires à l'exécution des prestations, le cas échéant ;
- Les attestations fiscales et sociale en cours de validité (moins de 6 mois) ;
- Un justificatif de l'inscription au registre de la profession ou du commerce (ou motif de non-indication d'un numéro d'identification) du sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le titulaire est personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. L'acceptation de chaque sous-traitant et de ses conditions de paiement est demandée dans les conditions prévues aux articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € HT, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions d'agrément ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, en cas de manquement par le titulaire à son obligation de déclaration de ses sous-traitants, dans un délai de 15 jours. Le titulaire encourt une pénalité de 150,00 € HT, qui s'applique pour chaque jour de retard à compter de la réception de la mise en demeure de faire.

6- Développement durable

Le titulaire devra, être engagé dans une démarche de développement durable avec l'utilisation de papier écolabellisé ou équivalent, et être en mesure de présenter les certifications adéquates. Le titulaire devra également informer le pouvoir adjudicateur de son processus de traitement des déchets par le biais d'un recyclage des papiers et un recyclage des encres. Il devra également être en mesure de présenter un bilan carbone de son activité.

7 – Modalités d'exécution et de livraison

Dès notification du marché au Titulaire, une réunion préparatoire sera organisée dans les locaux de la CCI d'Indre afin d'établir un planning annuel des publications, mais également échanger sur les attentes de la CCI d'Indre.

7.1 LOT 1 : Pré-presse et impression

7.1.1 Qualité

L'attributaire du marché garantit une qualité de résultat au moins égale au journal édité par la CCI de l'Indre, à ce jour.

Par conséquent dans le cadre de la consultation le soumissionnaire peut solliciter, un exemplaire du journal actuel, auprès des référents désignés.

En cas de non-respect de cette qualité, le maître d'ouvrage pourra refuser le bon à tirer ou demander une indemnité ou la résiliation du marché avec l'application d'un préavis d'un mois. Le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

7.1.2 Commande

Tout changement hors correction d'auteur et hors cahier supplémentaire de quatre pages concernant la pagination, le tirage, l'impression ou toute autre modification demandée par la CCI fera l'objet d'un devis préalable établi par l'attributaire et accepté par le Maître d'ouvrage avant réalisation.

7.2 LOT 2 : Régie publicitaire

7.2.1 Qualité

L'attributaire du marché garantit un résultat au moins égal aux résultats actuels.

7.2.2 Ordres de publicité

La CCI de l'Indre se réserve le droit de refuser toute publicité qui serait contraire aux intérêts matériels et moraux de la revue. Par conséquent, pour exercer ce droit, la CCI validera avant publication le choix des annonceurs.

7.2.3 Conditions de livraison

Les fournitures (textes, typons) sont fournies à l'imprimeur au plus tard deux (2) jours francs dernier délai avant la date d'impression du journal.

8- Modifications – Prestations supplémentaires

La CCI d'Indre se réserve le droit de proposer à tout moment, des modifications aux caractéristiques « techniques » des prestations objet du présent marché ou de proposer des prestations supplémentaires conformément à l'article R.2194-1 à 2194-9 du code de la commande publique.

Pour chaque modification, le Titulaire doit fournir préalablement à son application, une présentation "technique" relative à l'objet de la modification, un devis détaillé sur la base des conditions économiques du présent marché, faisant clairement apparaître le cas échéant, les plus-values et les moins-values par rapport à la définition d'origine, ainsi que les délais attachés à ces modifications ou prestations supplémentaires.

Les conditions d'application des modifications ou prestations supplémentaires, feront l'objet d'un avenant au présent marché. Le TITULAIRE doit poursuivre l'exécution des prestations, objet du présent marché en fonction des modifications apportées.

9- Constatation de l'exécution des prestations

9.1 Vérifications

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Elles sont effectuées lors de l'exécution des prestations dans les conditions prévues au chapitre 5 du C.C.A.G. FCS 2021.

9.2 Décision après vérification

Conformément à l'article 29.2 du C.C.A.G FCS 2021, les vérifications qualitatives sont réalisées à l'issue des opérations.

Le référent technique prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS 2021.

9.3 Frais de vérification

Par dérogation à l'article 30.2.1. du C.C.A.G. FCS, le référent technique, lorsqu'ils estiment que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peuvent décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. En conséquence, cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau des prestations mises au point, dans un délai de 48 heures.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui à l'expiration de ce délai, le référent technique a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de 48 heures jours courants à compter de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de reprise des prestations.

Le silence gardé de l'acheteur au-delà de ce délai de 48 heures vaut décision de rejet des prestations.

Le rejet des prestations ne fait pas obstacle à l'application des pénalités prévues au marché ni au recours à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire lorsque la prestation mal exécutée ne peut souffrir d'aucun retard au vu de sa nature (Respect des règles d'hygiène, de sécurité, urgence,..).

10- Prix

10.1 Présentation des prix

Les prix indiqués sur l'offre, comme demandé le bordereau de prix (BP) à l'acte d'engagement s'entendent :

- exprimés en euros hors taxes,
- précisés à deux décimales,
- réputés établis aux conditions économiques du mois de dépôt des offres,
- incluant toutes les charges fiscales et autres taxes frappant obligatoirement les prestations objet du marché,
- incluant tous les produits nécessaires pour effectuer les prestations.

10.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont révisibles annuellement à date anniversaire du marché selon la formule suivante :

Le coefficient de révision "Cr" applicable est donné par la formule suivante :

$$Cr = 0,15 + 0,85 (Im / Im0)$$

Formule dans laquelle :

Cr = coefficient de révision

Im0 = valeur de l'index national au mois m0.

Im = valeur du même index connu et publié au mois m.

Le marché est établi sur la base de l'indice national suivant :

Lots n° 1-2 et lot 1-4

Indices des prix de production des services français aux ménages en France (BtoC) – 58.13 – Edition de journaux base 2021 Identifiant 010766814)

Indice T2 2025 : 120,0 (provisoire)

Lot n° 1-3

Indices de prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France – Nomenclature Coicop : 08.1 - Services postaux (Base 2015 – identifiant 001763684)

Indice aout 2025 : 178.37

10.3 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur, se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, sous préavis de 3 mois, le marché après la date du changement de tarif dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble de prix pratiqués au titre du marché entraînera une augmentation de plus de 3 % annuel par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire dans le bordereau de prix.

11 – Modalités de facturation et de règlement

11.1 Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire sera payée dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.2 Présentation des demandes de paiement

Le titulaire adressera ses factures via le portail Internet « Chorus pro » : <https://chorus-pro.gouv.fr>
L'acheteur s'engage à fournir à la suite de l'attribution du marché l'ensemble des renseignements nécessaires afin que le titulaire puisse déposer / saisir ses factures dans Chorus Pro.

En cas d'inaccessibilité du portail « Chorus Pro », le titulaire adressera directement au référent technique sus-désigné.

11.1.2 Contenu de la facture

Les factures doivent décrire les prestations exécutées, leur montant exprimé en € HT et TTC.

Les factures devront comporter les mentions suivantes :

- L'identification complète du prestataire (adresse , forme juridique, numéro Siret)
- L'identification complète de l'acheteur
- le numéro de marché (et du bon de commande)
- l'objet du marché et l'intitulé de la prestation
- la date et le lieu d'exécution de la prestation
- La date de la facturation ;
- L'adresse de facturation si différente de l'adresse du siège ;
- Le prix total HT et TTC des prestations ainsi que le numéro d'identification à la TVA (ou net de taxe si le prestataire est exonéré de TVA sur les prestations de formation) ;
- Le détail des prestations exécutées ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal du prestataire.

Les frais de facturation et de gestion ne sont pas acceptés.

En cas de désaccord entre le TITULAIRE et la CCI de L'INDRE sur les prestations à régler, le paiement sera effectué sur la base provisoire des sommes admises par la CCI de L'INDRE.

11.3 Coordonnées bancaires du titulaire – RIB (PDF)

Les paiements seront effectués par virement administratif selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures, au compte ouvert au nom du titulaire, dont les coordonnées sont précisées dans un relevé d'identité bancaire ou postal joint obligatoirement à son acte d'engagement.

En cas de groupement conjoint, les RIB de tous les membres doivent être annexés à l'acte d'engagement.

Les coordonnées bancaires devront impérativement mentionner l'identifiant international de compte bancaire (IBAN + BIC/SWIFT).

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service en charge du suivi contractuel et administratif du marché et fournir le RIB correspondant.

12- Pénalités et réfaction du prix

12.1 Réfaction du prix

Si une prestation est effectuée de manière défectueuse, il y a lieu d'appliquer une réfaction sur les prix correspondants.

Ainsi, les opérations qui n'auront été exécutées que partiellement, mal exécutées ou inexécutées, donneront lieu à l'application d'une réfaction d'une valeur correspondant aux prestations non réalisées, réalisées partiellement ou mal réalisées.

En cas de réfaction, il y aura constat contradictoire du défaut en présence de la CCI DE L'INDRE et de l'entreprise ou de son représentant.

12.2 Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS,

Il incombe au titulaire de signaler à la personne publique, toutes les causes qui, n'étant pas de son fait, font obstacle à bonne l'exécution du marché ainsi qu'une proposition pour palier ou rattraper le manquement.

Dans ce cas, l'acheteur accordera de l'indulgence qu'il accordera dans l'application de pénalités.

En cas de manquement et d'absence de justification recevable, les pénalités mentionnées ci-après sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable :

Objet	Motif	Pénalité appliquée en HT
Prestation non réalisée	Non effectuée partiellement.	50 € par jour ouvrable de retard à compter du lendemain du jour du constat par la CCI Indre de la non-réalisation complète de la prestation.
	Non effectuée en totalité.	100 € par jour ouvrable de retard à compter du lendemain du jour du constat par la CCI Indre de la non-réalisation de la prestation.
Document administratif du marché	Non mise à jour ou non remise	10 € par jour ouvrable de retard à compter du lendemain du jour où le délai déterminé par la CCI pour remettre le document
Réunion programmée	Absence non justifiée	50 € par jour ouvrable de retard à compter du lendemain de la réunion pour laquelle l'absence n'a été justifié
Sous-traitance non déclarée	Déclaration non réalisée dans un délai impartis de 15 jours.	150 € HT par jour de retard à compter de la réception de mise en demeure de se conformer à cette obligation.

Les pénalités et réfections sont cumulables.

13- Résiliation

13.1 Résiliation pour faute

En cas de manquement par le titulaire à l'une de ses obligations, le marché pourra être résilié à ses torts. La décision du pouvoir adjudicateur mentionnera la date d'effet de cette résiliation.

13.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, tels que la protection des intérêts financiers de l'Etat, les éventuelles restructurations ou réorganisation des services notamment mais pas exclusivement, aucune indemnité ne pourra être réclamée par le titulaire.

14-Nantissement

Le présent marché peut être cédé ou nanti. A cet effet, la CCI DE L'INDRE délivrera au TITULAIRE une copie du marché revêtue de la mention d'exemplaire unique.

La cession ou le nantissement devra être notifié à la CCI DE L'INDRE.

15- Retenue de garantie – Avance forfaitaire

Sans objet

16- Règlement des différends

Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de le régler à l'amiable préalablement à toute action en justice, tel que défini à l'article 46 du CCAG-FCS.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant la juridiction administrative de Limoges. Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au :

Adresse :

2 Cours Bugeaud CS 40410

87000 LIMOGES CEDEX

Téléphone : 05 55 33 91 55

Télécopie : 05 55 33 91 60

Mail : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Ou : <https://www.telerecours.fr/>

17- Dérogations au CCAG—FCS approuvé par arrêté du 30 mars 2021

L'article 5 du CCAP déroge à l'article 3.6.3 du CCAG.

L'article 9.3 du CCAP déroge à l'article 30.2.1. du CCAG.

L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG.

L'article 13.2 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG.